



Sommaire

page 1	Edito:	Au revoir et merci, c'était bien!
pages 2-3	Projet:	Salvador: accès aux soins pour toutes et tous
page 3	Projet:	Notre partenaire Yes Theatre (YT) étend son projet pour les enfants à Gaza
page 4	Analyse:	Vent frais, vent du matin! Ou comment continuer d'avancer ensemble
page 5	Analyse:	Un nouveau mot pour une réalité ancienne
page 6	En bref:	Un succès pour notre partenaire au Petén Palestine: les faits sont ce qu'ils sont Rendez-vous pour l'AG de la CSSR samedi 8 juin

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Au revoir et merci, c'était bien!

Le 30 juin prochain, je quitterai la CSSR après 15 années passées en tant que chargée de projets. Je suis entrée à la Centrale par la case stagiaire, attirée par la possibilité de travailler sur le projet Guatemala, pays où j'avais passé quelques mois comme observatrice des droits humains. J'y ai découvert d'autres projets en Amérique latine et en Palestine et une façon de concevoir le développement qui me correspondait.

Soutenir les projets émanant de groupes de gens et de communautés répondant à leurs propres besoins, sans rien imposer, mais en accompagnant, solidaires avec des personnes qui désirent changer leur situation.

J'ai découvert la riche histoire de la CSSR et des personnes qui avaient contribué à la construire, engagées et courageuses. La Centrale a aussi connu ses moments de retrait, pour mieux repartir par la suite. C'est une chance d'avoir pu participer à une petite page de son histoire.

Je souhaite remercier nos membres et lecteur·rices. Vos contributions, modestes ou importantes, récentes ou de longue date sont précieuses. Elles nous encouragent dans notre travail et rendent possibles nos actions. Un grand merci également aux membres (passés et présents) du comité. Nos discussions sur les

projets et l'avenir de la CSSR vont me manquer.

De ces années passées, je retiens surtout le travail impressionnant accompli par nos partenaires sur le terrain, dans des conditions souvent plus que difficiles. Toute mon admiration va à ces personnes qui, quoi qu'il adviene et au détriment de leur sécurité, luttent pour améliorer la vie de leur communauté. Les meilleurs moments ont été ceux où nous pouvions les informer que leur projet avait été accepté et constater ensuite les actions réalisées et le changement en cours. Récemment, notre partenaire au Petén (Guatemala) nous informait que leur travail de plaidoyer avait abouti à une demande de modification de loi devant le Congrès (voir page 6). C'est pour moi une très grande satisfaction d'avoir pu contribuer à leur travail!

Je souhaite à la personne qui viendra me remplacer autant de plaisir que j'en ai eu à ce poste. Du courage aussi, pour affronter les défis anciens et nouveaux: difficulté de financement, complexification sur le terrain, augmentation des exigences administratives, retrait de la DDC de l'Amérique latine...

Bonne route à la CSSR, bon vent à vous chères collègues, je ne serai pas loin...

Alicia Pary, chargée de projet

Salvador: accès aux soins pour toutes et tous

Par Alicia Pary

La CSSR va soutenir un petit projet d'accès aux soins et à la prévention pour les habitant-es d'une quinzaine de communautés du département de San Vicente.

Nous avons été approché-es par Lilian Portillo (la maire de San Esteban Catarina, une municipalité du département de San Vicente) par le biais de l'organisation medico international, dans le cadre d'une tournée européenne destinée à informer sur la situation politique et sociale au Salvador.

En effet, depuis 2022, le président Nayib Bukele impose une politique de la «main de fer» sur tout le pays, dans le cadre de sa lutte contre la guerre des gangs. Les violations des droits humains sont quotidiennes et les organisations sociales sont durement réprimées, selon les témoignages que nous avons reçus du terrain.

C'est dans ce contexte qu'une proposition de journées communautaires de santé nous a été soumise. Dans la municipalité de San Esteban Caterina, beaucoup de gens attendent la



Accompagnement à l'organisation communautaire des femmes, 2022 © AMUSEC

dernière minute pour consulter, car ils et elles n'ont pas les moyens de payer le transport et le coût des médicaments. D'autres personnes habitent près de structures de soins, mais ces dernières connaissent une pénurie de médicaments ou de personnel spécialisé. Les gens doivent donc attendre, avec

les risques que cela comporte (automédication, aggravation du problème).

L'objectif spécifique du projet est de permettre aux familles d'une quinzaine de communautés de bénéficier d'une consultation médicale gratuite et de conseils de prévention. Il est prévu qu'environ 3'000 personnes bénéficieront de ces journées de santé. Parmi elles, 1'500 femmes recevront des conseils de prévention du cancer du sein, notamment en apprenant à pratiquer l'autopalpation. Un autre résultat recherché porte sur la possibilité de développer un projet de plus grande envergure, autour de la formation de promoteur-rices de santé dans la région. Des médecins généralistes locaux seront recruté-es pour former deux brigades, d'environ 6 médecins chacune.



Brigade volontaire pour la prévention du cancer utérin, 2021 © AMUSEC

Sur le terrain, le projet sera mis en œuvre et suivi par l'Association des femmes de San Esteban Catarina (ci-après: AMUSEC), en étroite collaboration avec la municipalité du même nom, qui financera les frais d'alimentation des médecins brigadistes.

L'AMUSEC a déjà organisé des actions relatives à la santé avec la municipalité, en partenariat avec un organisme d'aide humanitaire (l'association salvadorienne Pro Vida): une journée

de santé dédiée aux problèmes ophtalmiques en 2018 et deux journées d'examen cytologiques gynécologiques en 2021.

Pour la bonne marche du projet, une grande partie des activités est consacrée à la coordination: entre l'AMUSEC et les structures locales (comme les associations de développement communal – ADESCO – et les comités de femmes de chaque communauté concernée par le projet), mais aussi les médecins

et le personnel volontaire, afin de planifier le déroulement des journées médicales.

Ce projet, d'une durée de trois mois, a été accepté par la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO) et est prêt à démarrer.

Projet

Notre partenaire Yes Theatre (YT) étend son projet pour les enfants à Gaza

Par Aude Martenot

Depuis le 9 octobre 2023, YT, qui réalise un projet de dramathérapie avec les enfants notamment ancien·nes otages de l'armée israélienne, a élargi son action pour proposer un soutien également à Gaza, malgré le contexte de génocide.

De notre côté, nous avons tenté d'étendre le financement de notre projet à ces deux volets (Cisjordanie et Gaza), mais pour l'heure nous n'avons obtenu d'entrée en matière que pour le projet de Hébron. Ce sera notre co-financier allemand qui assurera la partie Gaza, car la Commission technique de la FGC a estimé le contexte trop dangereux. Pourtant, les activités s'y poursuivent et sont nécessaires...

En mai 2024, le projet se déroule toujours à Khanunes, Raffah et Nosiate, par des activités d'art-thérapie récréatives et le référencement des

situations qui nécessitent une prise en charge plus soutenue. Nous avons demandé à YT si la venue de brigades internationales pouvait être envisageable: pourraient-elles être utiles et organisables par les collectifs sur place une fois Gaza à nou-

veau accessible? YT nous a répondu être membre du groupe de protection de l'enfance géré par l'UNICEF et ainsi avoir déjà organisé différentes campagnes venant de l'international. Donc l'idée semble réalisable, dans un futur qu'on souhaite proche.



Une activité d'art-thérapie avec les enfants, Gaza, mai 2024 © YT

Vent frais, vent du matin!

Ou comment continuer d'avancer ensemble

Suite aux vœux de bonne année 2024 que la CSSR a adressés à la FGC dans son bulletin de mars 2024, celle-ci a réagi en nous proposant une rencontre. La FGC ne comprenait pas nos questions ni le ton employé pour les poser. Cette réunion a eu lieu dans les locaux de la FGC mi-avril et elle a déjà donné quelques fruits.

Par Viviane Luisier

Une réunion de blanchissage

Mi-avril, la FGC se dit choquée par notre perception négative concernant la commission technique (CT). Elle déplore aussi le ton de notre article. Mais la CSSR persiste : elle trouve que la CT manque de compréhension, travaille avec des critères de new management industriel et évalue nos projets avec un point de vue sommatif. Souvent, elle ne nous aide pas, elle nous décourage. A quoi la FGC nous répond : «On est au service de nos OM (Organisations Membres)... Il faut au contraire renforcer la CT et utiliser sa compréhension». Bien reçu! Concernant notre ton, nous l'estimons tout au plus aigre-doux, mais pas agressif. Mais des goûts et des couleurs, on ne discute pas.

La tache difficile à dissoudre

Lors de cette rencontre mi-avril, impossible de ne pas toucher au refus de la CT de financer l'antenne Gaza de notre projet en Palestine (voir page 3), au prétexte que seul l'humanitaire est envisageable aujourd'hui à Gaza et que la FGC, qui finance le développement, ne peut pas entrer en matière. Or nous pensons que cette période de l'histoire de la Palestine est exceptionnelle. Donc elle fait surgir des propositions inha-

bituelles elles aussi. Surtout, il nous semble que, actuellement, une décision touchant la Palestine est d'ordre politique et, à ce titre, elle doit être discutée en Assemblée générale.

Et voici la tache qui résiste à nos efforts de nettoyage de part et d'autre : nous voulons prendre la parole durant l'AG du 18 avril. En fait, nous voulons pouvoir prendre la parole en AG chaque fois que c'est nécessaire! Après discussion, la FGC nous concèdera 3 minutes de parole, afin que l'on pose le problème sous un point réservé à la réflexion sur le «Nexus» (voir page 5). Elle suggère aussi la création d'un groupe de travail sur la question, afin de revenir avec une proposition rafraîchissante à discuter lors d'une prochaine Assemblée générale.

Un bon coup de vent

Car, jusqu'à ce qu'on modifie ses statuts, «l'Assemblée générale est l'organe souverain de la FGC». C'est donc là que se discute et se décide la politique de la FGC. Prendre la parole lorsque nous avons l'occasion d'être réuni-es dans les AG de la FGC, fréquentées à hauteur d'une centaine de personnes, est donc indispensable.

Pour que nous soyons plus fort-es pour obtenir les fonds

qui nous permettent de soutenir ceux et celles qui luttent loin de chez nous, il faut que nos projets soient pertinents et «bien ficelés». C'est à cela que sert la CT. Alors, quels sont ses critères pour accepter ou refuser un projet?

Même si la FGC doit parfois se retrouver face à la DDC (Département fédéral du développement et de la coopération) pour obtenir des fonds à destination des bénéficiaires, pas question de s'agenouiller devant Cassis. La coopération internationale à la sauce Cassis, avec développement des liens économiques tous azimuts, développement de moyens visant à dissuader les migrant-es à venir chez nous, etc., c'est une honte pour les OM de la FGC. Comment et dans quelles conditions les OM peuvent-elles clarifier leurs positions politiques pour ainsi aider la FGC à rencontrer la DDC, les poumons gonflés à bloc?

A bientôt, pour ces nettoyages de printemps!

Un nouveau mot pour une réalité ancienne

Par Jean-Marc Richard

Un nouveau terme tend à s'imposer dans les milieux onusiens anglophones, mais aussi dans les administrations (DDC) comme dans les milieux universitaires: le *nexus*¹. La FGC s'en est emparée, l'a décliné en 40 pages dans le dossier thématique n°7 d'octobre 2022 et voudrait que toutes les associations adoptent cette phraseologie.

Nous ne partageons pas l'engouement pour ce nouveau mot. Pour décrire ce qui fait depuis toujours l'essentiel de notre travail dans les associations, nous avons des concepts et des mots précis: il s'agit de mener, pour tout projet, une réflexion approfondie, d'analyser des situations complexes, d'articuler sans confusion mais conjointement et simultanément les trois composantes essentielles (humanitaire, développement et promotion de la paix) dans notre travail de terrain.

Le langage très théorique de ces documents parle davantage à des chercheur·euses universitaires qu'à des acteur·trices de terrain et correspond surtout à des approches administratives et politiques de grande envergure, portés par des états ou des ONG internationales, plutôt qu'à des projets concrets développés par et pour des communautés locales. Un texte qui à nos yeux enfonce des portes ouvertes.

C'est notre histoire!

Depuis sa création en 1937, la Centrale Sanitaire Suisse est intervenue presque exclusivement

dans des situations de guerre: Espagne en 1937 pour aider les Républicains à organiser leur système sanitaire, au Viêt-Nam dès 1964, sous les bombes et les pluies d'agent orange pour renforcer l'hôpital pédiatrique et mettre sur pied une usine de vaccins BCG, auprès des Sahraoui·es dans leur exil forcé, au Nicaragua dans les centres maternels malgré les attaques mortelles de la contra, en Palestine soumise depuis 75 ans à un colonialisme destructeur et victime de génocide, en Equateur aussi, bientôt ravagée par les narcotrafiants. Des milliers de militant·es ont assumé tous les risques pour venir en aide à leur prochain et développer leurs communautés.

Prenons l'exemple du projet Yes Theatre que depuis quelques années nous appuyons avec l'aide de la FGC en Palestine. A nos yeux, il représente un parfait exemple de «triple nexus». C'est clairement un projet de développement. Développement d'un réseau de psychologues, de travailleur·euses sociaux·ales et culturel·les qui coopèrent étroitement en analysant ensemble les situations complexes et en recherchant, avec chacun sa spécificité, des solutions adéquates dans leur milieu, en permettant aussi aux jeunes qui n'ont connu que la prison et pas d'école de se reconstruire et d'acquérir des compétences.

Il est aussi un projet humanitaire, apportant l'aide et le soutien à des jeunes gravement atteint·es dans leur santé physique et psy-

chique en raison des violences imposées par l'occupant. Il est enfin un projet de promotion de la paix, en permettant à ces jeunes de retrouver la parole, de s'exprimer en confiance, de dépasser les haines et l'esprit de vengeance, de s'ouvrir aux autres.

N'oublions pas que le langage n'est jamais neutre. Les mots – même à notre insu – véhiculent une idéologie qui peut vite remplacer l'analyse par l'évaluation, la compréhension par le respect de procédures, l'empathie par la recherche d'efficacité, la solidarité par la condescendance. Nous resterons sur nos gardes.

¹ Dans l'Antiquité romaine, le mot *nexus* désigne un citoyen qui, n'ayant pu rembourser une dette dans les délais impartis, devient de droit esclave de son créancier. Un terme donc qui serait plus approprié aux pratiques délétères des prêts accordés par le FMI et par la banque mondiale à des pays comme la Grèce pour les enchaîner davantage.



Un succès pour notre partenaire au Petén

Durant la 3^e année de projet, devant l'absence de résultat de son plaidoyer, dû au manque de volonté des acteurs institutionnels pour renouer le dialogue à la table des négociations, notre partenaire l'ACCODIL a décidé de modifier sa stratégie. L'équipe a opté pour favoriser les alliances avec d'autres acteurs-clé dans le combat qui les anime: associations citoyennes, leaders communautaires, responsables politiques au niveau local et national. Le but étant de créer une coalition qui ait du poids pour réclamer le changement de deux lois, celle dite des zones protégées et celle qui déclare zone protégée la «Réserve maya».

Les efforts ont payé et, le 20 mars dernier, des représentant·es des communautés de la Laguna del Tigre et de la Sierra Lacandón ont remis la demande de modifications au Congrès, en présence du président du Congrès et de deux députés. Par cette demande, ils et elles espèrent enfin que les relations entre leurs communautés et les institutions chargées d'administrer ces zones se normaliseront et qu'ils-elles pourront rester sur les terres où ils vivent sans crainte d'en être expulsés.

Alicia Pary

Palestine: les faits sont ce qu'ils sont!

Lorsque l'opinion est fracturée, il est très difficile de donner son avis. Quelles que soient les précautions prises pour traiter un sujet, il peut être mal interprété. J'ai longtemps travaillé avec des journalistes en zone de guerre et s'il y a bien une chose que j'ai apprise, c'est que dans ces moments de forte polarisation, il vaut mieux s'en tenir aux faits. L'interprétation est une affaire de chacun·e: on voit le monde à travers les lunettes qu'on nous a mis à disposition, culturellement, politiquement... Mais les faits sont ce qu'ils sont.

C'est cet exercice que j'ai réalisé, lorsque j'ai écrit mon éditorial du bulletin n°190 de la CSSR (mars 2024). En me basant sur les faits de l'actualité, j'ai fait une rétrospective sur la Déclaration universelle des droits humains (DUDH). Pour faciliter la compréhension de lecture de certain·es, je précise que le but de mes propos n'était pas de juger Israël (c'est à la Cour internationale de justice de le faire), mais de souligner, d'une part, l'échec de la DUDH et son origine colonialiste ; et, de l'autre, que la démarche sud-africaine, soutenue par des pays du Sud global, pouvait changer l'ordre mondial.

Ce n'est pas ce que deux lecteurs et donateurs occasionnels de la CSSR ont compris. Ils ont donc fait usage de leur liberté d'expression pour dénoncer mon «antisémitisme», «racisme antiblanc» et volonté de «réécrire l'histoire». Ils me reprochent «d'accuser Israël sans parler du pogrom du 7 octobre». C'est leur droit d'exprimer leur mécontentement et de ne plus vouloir soutenir financièrement la CSSR, mais cela ne changera pas les faits: un état colonialiste extermine à la vue du monde tout un peuple, sous prétexte de garantir sa sécurité et son droit à l'autodéfense, même si en passant il viole la DUDH et toutes les conventions internationales.

A bon lecteur, salut!
Luisa Sanchez

Rendez-vous pour l'AG de la CSSR samedi 8 juin

La Centrale tiendra son Assemblée générale 2024 au Parti du Travail à Genève, rue du Vieux-Billard 25, à 11h. Ce moment formel sera suivi d'un repas convivial.

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an